[Marché Blanqui XIIIe 11.5.14]

POI PARTI OUVRIER INDÉPENDANT

Pour le socialisme, la République et la démocratie
Membre de l'Entente internationale des travailleurs et des peuples

Comité départemental de Paris

30 avril 2014

87, rue du Faubourg-St-Denis 75010 Paris - Tél. : 01 48 01 85 85 - cdpoi.paris@gmail.com

30 milliards de cadeaux aux patrons

50 milliards de coupes

pour répondre aux exigences de la Commission de Bruxelles

Mardi 29 avril, le gouvernement Hollande-Valls a fait adopter par l'Assemblée nationale son programme envoyé à Bruxelles (programme de stabilité et progamme national de réformes) : 50 milliards d'euros de coupes dans la protection sociale, dans le budget de l'Etat, dans les collectivités locales. Ce plan a été aussitôt salué positivement par l'agence de notation Standars&Poors.
- 18 milliards de coupes dans le budget de l'Etat : salaires en baisse, des milliers d'emplois en moins ;
- 11 milliards en moins pour les collectivités locales. Et Mme Hidalgo a mené toute sa campagne municipales en prétendant qu'il ne fallait pas *"nationaliser le débat"*, alors qu'elle savait que des coupes importantes allaient affecter le budget de la Ville ;
- Et concernant les 21 milliards d'euros de coupes dans la protection sociale :

Le Dr Kierzek, défenseur inlassable des urgences de l'Hôtel-Dieu accuse

Dans une interview au Point.fr du 21 avril, Gérald Kierzek médecin urgentiste de l'Hôtel-Dieu dénonce le plan de suppression de 21 milliards d'euros sur la Sécurité sociale :



"La France, qui a inventé au sortir de la guerre cette formidable machine égalitaire qu'est la Sécu, est en train de la détricoter petit bout par petit bout. Bientôt, on se souviendra qu'on avait eu en France le "meilleur système de santé du monde", mais déjà ce qualificatif est en train de rejoindre les pièces de musée. (…)
L'hospitalisation à domicile se développe déjà partout où c'est possible, mais avec le vieillissement de la population, certains malades ne peuvent être renvoyés chez eux trop tôt, et cela peut parfois coûter aussi cher. Ce qu'on voit à l'œuvre, avec ce gouvernement comme avec les précédents, c'est une vision managériale, déconnectée de la réalité soignante et ne parlant que d'indicateurs et d'efficience enrobés de concepts de communication. Sur le terrain, on assiste à la mort des hôpitaux de proximité au profit de mastodontes que je n'hésite pas à appeler "usines à malades", comme on a fait des "usines à bébés" avec les maternités de niveau 3.
Non seulement les malades n"y trouvent pas leur compte, les équipes soignantes perdent ce qu'il y a d'humain dans leur métier, mais rien n'indique que cela soit plus efficace sur le plan économique. **Au final, c'est un détricotage du système bâti dans l'après-guerre et une privatisation rampante de la Sécu, au profit des assureurs et du marché."**



Dans tous les domaines, toute cette destruction inacceptable est faite pour répondre aux exigences européennes.

L'appel national du POI

Dans un appel national lancé le 9 avril à propros des futures élections européennes du 25 mai, il est écrit :
"Les faits le prouvent : l'Union européenne, ses traités, la Banque centrale européenne (BCE) ont été taillés sur mesure par le capital financier international, les banques et les gestionnaires de fonds spéculatifs pour leurs seuls intérêts. (…)

C'est tromper les travailleurs, les jeunes, les retraités que de laisser croire qu'il serait possible au Parlement européen d'infléchir la politique de l'Union européenne et de la BCE !

C'est les tromper que de les appeler à voter au nom d'une « Europe sociale », du « dialogue social européen » ou d'un « pacte social européen », verbiage creux qui nous est servi depuis vingt ans pour accompagner la liquidation pure et simple des droits acquis dans chacun de nos pays !

Le peuple français a dit non à la « Constitution européenne » en mai 2005. Depuis, les gouvernements successifs ont piétiné son choix, ratifié le traité TSCG en 2012, violant la démocratie la plus élémentaire."

Manifestons notre exigence de rupture avec l'Union européenne en refusant d'aller voter ce 25 mai !

Non à l'Union européenne ! Non au Parlement européen !

Non aux traités européens ! Non à l'austérité !

Non au pacte de responsabilité !

Oui à l'union libre et fraternelle des peuples et des nations d'Europe débarrassés des traités européens !

Nom, prénom	Adresse (Téléphone/E-mail)	Signature et soutien financier

La campagne d'abonnements à *Informations ouvrières* 1er mai-30 juin 2014 a commencé !

87, rue du Faubourg-St-Denis 75010 Paris - Tél. : 01 48 01 85 85 - cdpoi.paris@gmail.com